

Vers une intégration efficace de la nutrition et l'eau, l'assainissement et l'hygiène - l'expérience de Madagascar



Credit: WaterAid / Ernest Randriarimalala

Chiffres clés¹

49,2 % des enfants de moins de 5 ans ont un retard de croissance.

15,2 % des enfants de moins de 5 ans souffrent d'émaciation.

50,6 % des habitants ont un accès « au moins de base » en eau

9,69 % des habitants ont un accès « de base » en assainissement

50,5 % des habitants ont un accès de base aux installations d'hygiène de base

Message clé :

La santé des enfants devrait être la principale priorité du gouvernement, des partenaires internationaux et des bailleurs à Madagascar : il s'agit de mettre l'accent sur les taux élevés de retard de croissance, notamment en s'attaquant aux causes sous-jacentes liées à la mauvaise qualité de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène.

Introduction :

Avec plus de la moitié des enfants souffrant de malnutrition chronique, Madagascar a l'un des taux de retard de croissance les plus élevés au monde. L'amélioration de la santé et de la nutrition des enfants n'est pas seulement un impératif moral, mais le fait de ne pas le faire compromet tous les autres efforts visant à stimuler le progrès économique et le développement dans le pays. L'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène (EAH) sont des déterminants fondamentaux de la santé et du bien-être pour tous, et en particulier pour réduire les maladies diarrhéiques, les vers intestinaux et autres infections, qui sont tous des facteurs importants de la malnutrition chronique chez les jeunes enfants.

¹ scalingupnutrition.org/fr/pays-sun/madagascar/washdata.org/data#!/mdg

Une approche multisectorielle de la malnutrition n'est pas un concept nouveau, mais les progrès en matière d'intégration de l'EAH et de la nutrition ont été relativement limités dans le monde entier, même si l'attention est de plus en plus grande. Un partenariat entre le Mouvement SUN (Scaling Up Nutrition) et Sanitation and Water for All (SWA) permet de documenter et de partager les apprentissages et les expériences du monde entier sur l'intégration de l'EAH et de la nutrition dans les politiques et les pratiques. Une analyse qualitative impliquant les principales parties prenantes travaillant sur l'EAH et la nutrition à Madagascar a été menée par Action contre la Faim et WaterAid pour comprendre les succès, les défis, les opportunités et les recommandations pour une plus grande collaboration entre l'EAH et la nutrition.

Succès et progrès :

Dans l'ensemble du pays, il existe un certain nombre d'exemples de projets intégrés et bien coordonnés au niveau communautaire, impliquant de multiples secteurs et s'attaquant aux multiples moteurs sous-jacents de la santé et de la nutrition. Par exemple, l'Office national de la nutrition (ONN) modélise, une approche basée sur le concept d'un " village de la nutrition " dans la zone de Masindray. Ce projet a réuni différentes parties prenantes pour fournir une approche globale de la nutrition, y compris l'amélioration des installations EAH dans les écoles et les centres de santé, des programmes d'alimentation scolaires, des soins de santé adéquats et opportuns par le biais d'agents de santé communautaires, et la promotion de l'hygiène et de la nutrition auprès des soignants.

La coordination au niveau national des organisations de la société civile travaillant sur la nutrition a été particulièrement efficace grâce à l'alliance de la société civile SUN, HINA, qui promeut une approche multisectorielle. Ceci se reflète dans l'adhésion à la plateforme, les acteurs de l'EAH jouant un rôle actif et influençant l'ONN pour intégrer l'EAH dans le troisième Plan national d'action pour la nutrition (PNAN III). Le nouveau plan fixe un objectif ambitieux pour réduire la prévalence de la malnutrition chronique de 47,3 % à 38 % entre 2017 et 2021. En particulier, l'accent est fortement mis sur les secteurs sensibles à la nutrition, avec l'EAH inclus comme objectif global avec des interventions bien définies et complètes. Le PNAN III permet l'alignement du gouvernement et de l'Etat. Cependant traduire le plan en actions concrètes nécessitera des lignes budgétaires spécifiques pour les activités EAH et des rôles et responsabilités clairement définis.

Une gouvernance nutritionnelle forte, surtout la coordination des secteurs aux niveaux national et régional, est également une priorité clé du PNAN III. Au niveau national, le positionnement de l'ONN au sein du Cabinet du Premier Ministre est essentiel pour faciliter la coordination de plusieurs ministères et parties prenantes et faire de la nutrition une priorité du gouvernement. Ce leadership politique de l'ONN, et notamment le Coordinateur National de l'ONN, a été la clé de l'intégration de l'EAH dans les cadres politiques nationaux de nutrition.

De même, aux échelons inférieurs du gouvernement, 22 bureaux régionaux de la nutrition sont en place. Leurs fonctions ont été principalement axées sur le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du PNAN III, mais ces fonctions pourraient être renforcées et étendues pour faciliter la planification et la mise en œuvre conjointes des interventions EAH et nutritionnelles.

Les défis : le leadership, le financement, l'échelle et la durabilité :

Il est évident que le gouvernement Malgache a reconnu l'urgence de s'attaquer aux taux élevés de malnutrition du pays afin de disposer du capital humain nécessaire pour renforcer son économie et atteindre les ODD. Cependant, les parties prenantes interrogées s'accordent à reconnaître que la faible priorité accordée par le gouvernement à l'EAH en tant qu'ingrédient fondamental pour améliorer la santé et la richesse de la population demeure un

obstacle majeur au progrès. En effet, les communautés ont peu mentionné l'implication du gouvernement dans la prestation des services d'EAH sur le terrain, mettant plutôt l'accent sur les initiatives menées par les partenaires au développement. Cette situation combinée avec l'instabilité politique persistante qui risque d'augmenter à l'approche des élections présidentielles, compromet les perspectives d'une action intersectorielle durable dans les domaines de la nutrition et de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène.

Les personnes interrogées en avril ont souligné que la perte d'un ministère responsable de l'EAH, qui avait fusionné avec le ministère de l'Eau, de l'Énergie et des Hydrocarbures ainsi que la dissolution de la plateforme nationale multipartite EAH de Diorano WASH, avaient largement stoppé le leadership et la coordination du secteur EAH depuis plusieurs mois. Alors qu'une nouvelle plateforme nationale avait été établie par le ministère (à partir de mai 2018), on craignait que l'assainissement et l'hygiène, en particulier, soient négligés pendant que le ministère concentre ses ressources sur des projets d'infrastructure à grande échelle dans le domaine de l'eau et de l'énergie.

Au-delà d'un certain nombre d'exemples réussis de projets intégrés à petite échelle, des difficultés persistent dans la mise à l'échelle des interventions intégrées du gouvernement. Un processus de décentralisation incomplet se traduit par un manque de ressources et de capacité d'exécution au niveau local, où les institutions dépendent de partenaires techniques et financiers. La prise de décision centralisée (par exemple, l'autorisation personnelle du ministre requise pour une grande partie des projets d'infrastructure en eau) contribue également à une appropriation limitée, à de longs délais et à l'inefficacité au niveau infranational.

Malgré les engagements financiers de consacrer 0,5% du budget national à l'EAH (par exemple, les réunions de haut niveau du SWA), les fonds alloués restent très faibles pour atteindre les objectifs de l'ODD 6², avec seulement 0,22% du PIB³. L'engagement dans le suivi du financement EAH à travers l'initiative "TrackFin" et la triple augmentation du budget du Ministère de l'Eau sont des signes positifs. Cependant celui-ci représente à peine 5% des besoins totaux pour atteindre l'ODD 6. Des fonds supplémentaires sont nécessaires pour garantir la durabilité des services pour le fonctionnement et la maintenance, dont l'absence compromet également les investissements des donateurs. Le Fond national des ressources en eau, source potentielle de revenus pour l'Etat, n'est pas encore opérationnel.

Opportunités :

Il existe toutefois d'importantes opportunités pour le gouvernement malgache de se remettre sur la voie des engagements qu'il a pris en matière d'EAH et d'obtenir les financements essentiels pour intensifier les efforts intégrés en matière de nutrition et d'EAH au cours des prochains mois.

La nomination d'un nouveau gouvernement en juin a vu une restructuration ministérielle avec un Ministère exclusivement dédié à l'EAH. Plusieurs acteurs s'y félicitent et y voit une opportunité pour redynamiser la coordination du secteur. La réactivation d'une plate-forme EAH pourrait donner un nouvel élan à la coordination des efforts multipartites et à l'implication des communautés et des organisations de la société civile dans la responsabilité partagée des progrès de l'EAH. Cette plate-forme nationale pourrait également soutenir les efforts de coordination avec les acteurs de la nutrition dirigés par l'ONN et le HINA, et assurer la mise en œuvre effective des interventions EAH sensibles à la nutrition envisagées dans le PNAN III. Il sera essentiel de veiller à ce que les interventions EAH décrites dans le PNAN III soient pleinement intégrées et chiffrées dans le plan opérationnel afin de respecter ces engagements.

² D'ici 2030, accès à 100 % aux services d'eau potable de base ; éradication de la défécation en plein air en 2019 et accès à 100 % aux services d'assainissement de base et au lavage des mains au savon d'ici 2030.

³ GLAAS 2016

L'élaboration d'un plan d'investissement EAH remanié, renforcé par une analyse des facteurs de limitation qui a reçu l'appui de l'UNICEF, est en bonne voie. Ce travail, associé à une stratégie EAH relancée, jetterait les bases d'un financement indispensable de la part des partenaires au développement, y compris éventuellement pour des programmes intégrés de nutrition-EAH par l'intermédiaire de partenaires financiers internationaux axés sur des approches multisectorielles de lutte contre la malnutrition (comme la Banque mondiale, le Fonds de financement mondial et l'IFNA -Initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique, dirigée par le Japon).

Recommandations :

- Le gouvernement malgache doit respecter les engagements qu'il a pris envers les dépenses pour les services sociaux de base. L'augmentation de l'allocation budgétaire en EAH pour atteindre l'engagement du gouvernement de 0,5% du PIB sera fondamentale pour renforcer la capacité à fournir les services de base en EAH, ainsi que les actions intégrées EAH-nutrition envisagées dans le cadre du PNAN III.
- L'intégration de la nutrition et de l'EAH doit être incluse dans les plans de développement nationaux et régionaux, y compris dans le plan annuel de mise en œuvre qui décrit le budget de chaque secteur; pour cela les organes de planification aux seins des ministères clefs devraient adopter une démarche croisée considérant les volets EAH dans leur planification au lieu d'une mode de pensée et d'action verticale.
- Les partenaires techniques et financiers doivent aligner leur efforts aux cadres nationaux multisectorielles comme le PNAN III et prioriser le renforcement des capacités des institutions nationales pour la mise en œuvre effective des approches intégrées.
- Les partenaires de développement devraient documenter, évaluer et partager des bonnes pratiques des projets intégrés sur l'EAH et la nutrition comme un moyen d'aider le gouvernement à adopter ces modèles, et développer des directives claires sur la façon d'assurer l'intégration dans la pratique.
- Le Ministère de l'Eau, l'Assainissement et l'Hygiène devrait définir une politique nationale claire et des cadres d'investissement dans le domaine de l'EAH, que tous les partenaires peuvent soutenir, avec des directives claires pour l'EAH dans les centres de santé et les écoles, ainsi que l'investissement dans le renforcement des capacités et des ressources aux niveaux régional et communautaire.
- Les efforts de coordination intersectorielle au niveau régional devraient être renforcés à travers le GRSE (Groupement Recherche Suivi-Évaluation) prévu dans le PNAN III.
- SWA devrait renforcer ses mécanismes de redevabilité pour assurer un moyen plus efficace de demander des comptes aux gouvernements sur la mise en œuvre de leurs engagements.
- La coordination entre le SWA et le SUN devrait être développée, à travers le rapprochement des leurs points focaux du gouvernement et de la société civile.
- Les plateformes pour l'engagement et la coordination de la société civile sur l'EAH et la nutrition devraient être renforcées aux niveaux national, régional et communautaire.

Cet étude de cas a été développé par Action contre la Faim et WaterAid et vise à documenter et à partager les enseignements tirés de l'expérience de Madagascar pour avancer en matière d'intégration entre les secteurs de l'eau, l'assainissement et l'hygiène et de la nutrition au niveau des politiques, coordination institutionnelle et pratiques.

L'identification des avancés, défis, opportunités et recommandations pour progresser dans l'intégration entre l'EAH et la Nutrition a été possible grâce aux entretiens menés avec des parties prenantes clés des deux secteurs - gouvernement, bailleurs, société civile, au niveau National et Régional (Tulear), en avril 2018.